

L'Industrielle Alliance annonce une augmentation du bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 17 % au troisième trimestre de 2009

Les ventes d'assurance individuelle bondissent de 18 %

Québec, le 4 novembre 2009 – L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») termine le troisième trimestre de 2009 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 60,1 millions de dollars, en hausse de 17 % par rapport au bénéfice correspondant de l'année précédente. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,74 \$ (0,63 \$ au troisième trimestre de 2008) et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 13,7 % sur base annualisée (11,5 % au troisième trimestre de 2008). Ce rendement se situe dans le haut de la fourchette cible de 12 % à 14 % visée par la société pour l'année 2009.

La rentabilité du trimestre a notamment été favorisée par : l'appréciation des marchés boursiers, qui a amélioré le bénéfice de 6,5 millions de dollars après impôts (0,08 \$ par action ordinaire) par rapport à celui attendu; et par un gain de 1,1 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent. Le bénéfice a par ailleurs été quelque peu freiné par un manque à gagner de 1,2 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) résultant de la faiblesse des ventes dans le secteur de l'Assurance des débiteurs. À noter que la société n'a inscrit aucune perte de crédit au cours du trimestre et n'a pas eu à renforcer ses provisions mathématiques, grâce à une gestion prudente des risques.

« Nous récoltons aujourd'hui les fruits de notre gestion rigoureuse pendant la crise et de l'amélioration générale des conditions de marchés, a déclaré Yvon Charest, président et chef de la direction. Le bénéfice a en effet progressé de façon importante au cours du trimestre. Le rendement a grimpé dans le haut de notre fourchette cible. L'actif a atteint un nouveau sommet. Les ventes ont renoué avec la croissance dans les secteurs des produits aux particuliers, et ont même bondi fortement dans le secteur de l'Assurance individuelle. Le ratio de solvabilité se situe au-dessus de notre fourchette cible. La solidité financière a été renforcée par l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées. La qualité des placements demeure très bonne. La marge de manœuvre que nous nous sommes donnée au cours de la dernière année pour absorber d'éventuels chocs importants des marchés boursiers reste très élevée. Le dividende a été maintenu au même niveau qu'au trimestre précédent. Et nous avons continué à bâtir pour l'avenir, en signant une entente en vue de faire l'acquisition des activités de fonds mutuels socialement responsables de Vancity. »

Faits saillants

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre			Cumulatif au 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	60,1	51,2	17 %	138,4	176,3	(21 %)
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,74 \$	0,63 \$	0,11 \$	1,72 \$	2,17 \$	(0,45 \$)
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	13,7 %	11,5 %	220 pbs	--	--	--
Primes et dépôts	1 248,6	1 374,8	(9 %)	3 684,4	4 321,8	(15 %)
	30 sept. 2009	30 juin 2009		31 déc. 2008	30 sept. 2008	
Actif sous gestion et sous administration	56 737,6	53 958,1		49 472,2	50 626,3	
Ratio de solvabilité	197 %	202 %		199 %	200 %	
Placements douteux nets	15,3	14,2		8,8	9,2	
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,10 %	0,09 %		0,06 %	0,06 %	

Faits saillants

Voici quelques-uns des principaux faits saillants du troisième trimestre.

Provisions mathématiques – La prudence passée de la société en ce qui touche l'évaluation des provisions mathématiques a de nouveau été récompensée ce trimestre-ci, puisque la société n'a pas eu à renforcer ses provisions mathématiques au troisième trimestre. De plus, selon les indications disponibles à ce jour, et si les conditions de marchés demeurent les mêmes jusqu'à la fin de 2009, il est permis de croire que la révision en profondeur des différentes hypothèses d'évaluation que fait la société en fin d'année ne devrait pas entraîner d'ajustement significatif des provisions mathématiques au quatrième trimestre, et ne devrait donc pas avoir d'incidence importante sur le bénéfice net de fin d'année.

Demandes de règlement en assurance collective pour les régimes d'employés – Les résultats techniques du secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés ont été conformes aux attentes au troisième trimestre (ni gain ni perte), grâce à l'amélioration des demandes de règlement en assurance invalidité de courte et de longue durée de même qu'en assurance dentaire.

Dividende – La solidité financière de la société a permis au conseil d'administration d'annoncer le versement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, soit le même que celui annoncé au dernier trimestre. Le dividende correspond à un ratio de distribution de 33 % du bénéfice, ce qui se situe dans le haut de la fourchette cible de 25 % à 35 % visée par la société. La société rappelle que son plan d'affaires prévoit le maintien du dividende trimestriel aux actionnaires ordinaires au niveau actuel pour l'année 2009.

Croissance des affaires – Les ventes ont bondi de 18 % dans le secteur de l'Assurance individuelle au troisième trimestre, par rapport à la même période de l'année dernière, et la tendance baissière observée depuis le début de la crise dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a été renversée, avec une augmentation des ventes de 2 % au troisième trimestre. Le redressement observé dans les secteurs des produits aux particuliers n'a cependant pas encore atteint les secteurs des produits aux groupes, en raison principalement de l'anémie du marché de l'emploi et de l'absence de ventes à des groupes de grande taille.

Au total, les primes et dépôts s'élèvent à 1,2 milliard de dollars pour le troisième trimestre, ce qui représente une baisse de 9 % par rapport à la même période l'année dernière. La baisse provient uniquement du secteur des Rentes collectives, puisque les primes et dépôts sont ou bien stables ou bien à la hausse dans tous les autres secteurs. La baisse dans le secteur des Rentes collectives provient du fait que la société n'a pu faire signer de contrats d'envergure au cours du trimestre, et ce, contrairement à l'année dernière, où la signature de quelques contrats de grande envergure avait permis au secteur de terminer le trimestre avec des ventes parmi les plus élevées de son histoire.

Mesurées en termes d'actif, la forte remontée des marchés boursiers et les entrées nettes de fonds positives de tous les secteurs d'activité ont fait grimper l'actif sous gestion et sous administration à un nouveau sommet de 56,7 milliards de dollars au 30 septembre 2009, ce qui représente une hausse de 5 % pour le trimestre et de 15 % pour l'année à ce jour. Toutes les composantes de l'actif ont connu une hausse, particulièrement les fonds distincts et les fonds mutuels.

Solvabilité – La société termine le troisième trimestre avec un ratio de solvabilité de 197 % au 30 septembre 2009, ce qui est légèrement inférieur au ratio de 202 % enregistré au 30 juin 2009. Cependant, si on prend en considération l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées conclue le 15 octobre 2009, le ratio de solvabilité s'établit, sur une base pro forma, à 207 %, ce qui se situe au-delà de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société. Le ratio de solvabilité a subi une pression à la baisse au cours du troisième trimestre principalement en raison d'exigences de capital plus élevées liées à la hausse de la valeur marchande des titres boursiers et des titres obligataires (conséquence de la remontée des marchés boursiers, de la baisse des taux d'intérêt à long terme et de l'achat de nouveaux titres). Cette pression à la baisse a cependant été atténuée par l'apport du bénéfice net aux capitaux disponibles, net de l'augmentation normale des capitaux requis se rattachant à la croissance des affaires.

Qualité des placements – La qualité des placements est demeurée très bonne au cours du troisième trimestre, profitant ainsi du contexte économique ambiant, qui s'est amélioré au cours des derniers mois, même s'il demeure encore fragile. Voici quelques-uns des faits saillants du trimestre.

- La société n'a enregistré aucune perte de crédit au cours du trimestre.
- Les placements douteux nets ont augmenté légèrement au cours du trimestre, passant de 14,2 millions de dollars au 30 juin 2009 à 15,3 millions de dollars au 30 septembre 2009. Cette augmentation résulte de l'inscription à titre de prêt douteux d'une propriété qui avait été reprise antérieurement et pour laquelle aucune provision n'a été jugée nécessaire. La proportion des placements douteux nets ne représente qu'à peine 0,10 % des placements totaux au 30 septembre 2009 (0,09 % au 30 juin 2009).
- La proportion des titres obligataires cotés BB et moins a diminué de 0,15 % au 30 juin 2009 à 0,12 % au 30 septembre 2009. Cette diminution est essentiellement attribuable à l'échéance d'un titre et à la vente d'un autre (à des conditions jugées avantageuses) classés BB et moins.
- La société a reçu 4,0 millions de dollars en remboursement de capital pour les papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (« PCAA ») au troisième trimestre, ce qui porte à 23,7 millions de dollars le montant total des remboursements de capital reçus depuis la restructuration des PCAA (la restructuration est survenue le 21 janvier 2009). Au cours du trimestre, la société a par ailleurs radié entièrement sa détention de certains billets, qui avaient déjà été totalement dévalués, et dont les actifs sous-jacents, composés exclusivement d'actifs inadmissibles, avaient une valeur nominale de 0,6 million de dollars. Ces transactions ont réduit à 78,9 millions de dollars la valeur nominale des PCAA détenus au 30 septembre 2009 et à 29,0 millions de dollars la dévaluation globale prise pour les PCAA en raison du risque de crédit. Malgré l'amélioration récente des conditions de marchés, la société est d'avis que cette dévaluation est toujours justifiée. Elle équivaut à 36,8 % de la valeur nominale des PCAA détenus au 30 septembre 2009.

Analyse de sensibilité – La société a profité de la publication des résultats du troisième trimestre pour mettre à jour ses analyses de sensibilité. On sait que les résultats de ces analyses varient d'un trimestre à l'autre en fonction de nombreux facteurs, dont les changements qui surviennent dans l'environnement économique et financier et l'évolution normale des affaires de la société. Les résultats des plus récentes analyses, qui tiennent compte de l'émission des actions privilégiées conclue le 15 octobre 2009, montrent que la marge de manœuvre que s'est donnée la société pour absorber d'éventuels chocs importants des marchés boursiers reste très élevée.

Ainsi, les provisions mathématiques n'auront pas besoin d'être renforcées pour les actions appariant les engagements à long terme (y compris pour la garantie des fonds distincts) tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 8 200 points environ (7 850 lors de la dernière mise à jour). Le ratio de solvabilité se maintiendra au-dessus de 175 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 7 300 points environ (7 100 lors de la dernière mise à jour) et se maintiendra au-dessus de 150 % tant que l'indice se situera au-dessus de 5 800 points (5 450 lors de la dernière mise à jour).

Tous les résultats des autres analyses de sensibilité touchant l'incidence d'une baisse ou d'une hausse des marchés boursiers ou des taux d'intérêt sur le bénéfice net, le taux de réinvestissement ultime (« URR ») ou le taux de réinvestissement initial (« IRR ») restent inchangés (voir le *Rapport de gestion* qui suit ce communiqué pour plus de détails).

Acquisition des fonds mutuels socialement responsables de Vancity – Le 1^{er} octobre 2009, l'Industrielle Alliance a annoncé que sa filiale de fonds mutuels Placements IA Clarington inc. (« IA Clarington ») avait conclu une entente en vue de faire l'acquisition des activités de fonds mutuels socialement responsables (« fonds ISR ») d'Inhance Investment Management Inc. (« Inhance »), une filiale de Vancouver City Savings Credit Union (« Vancity »), l'une des plus importantes caisses d'épargne et de crédit au Canada. Inhance est un gestionnaire de fonds reconnu comme chef de

file sur la scène des investissements socialement responsables. Son actif sous gestion s'élève à environ 75 millions de dollars. L'entente prévoit que l'équipe actuelle de gestionnaires de portefeuilles d'Inhance continuera à gérer les nouveaux fonds ISR d'IA Clarington, fonds dont IA Clarington fera par ailleurs la promotion dans son réseau. L'entente prévoit également l'établissement d'une relation stratégique à long terme visant la distribution des fonds mutuels d'IA Clarington par l'entremise des succursales de Vancity. La clôture de la transaction est prévue pour la mi-décembre 2009.

Émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées – Le 15 octobre 2009, l'Industrielle Alliance a annoncé la clôture d'une émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série E, à dividende non cumulatif, offrant un taux de rendement annuel de 6,00 %. Ces actions ne sont pas rachetables par la société avant le 31 décembre 2014. L'émission a été souscrite, au moyen d'une convention de prise ferme, par un syndicat de courtiers dirigé conjointement par Scotia Capitaux Inc. et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. L'émission a notamment permis de faire augmenter le ratio de solvabilité de la société de 10 points de pourcentage, sur base pro forma au 30 septembre 2009, et de faire diminuer le ratio d'endettement de 70 points centésimaux, si on ne considère que les débetures dans les éléments de dette, et de l'augmenter de 270 points centésimaux, si on y ajoute les actions privilégiées. L'émission fera également diminuer le bénéfice par action de la société d'environ 0,03 \$ pour une année complète.

Tous les résultats de la société sont expliqués plus en détail dans le *Rapport de gestion* qui suit ce communiqué.

RAPPORT DE GESTION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2009

et pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2009

Le 4 novembre 2009

L'Industrielle Alliance annonce une augmentation du bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 17 % au troisième trimestre de 2009

Les ventes d'assurance individuelle bondissent de 18 %

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2009

Les résultats de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») sont en partie tributaires du contexte économique et financier ambiant. À cet égard, après avoir traversé l'une des pires crises financières de son histoire, l'économie canadienne a continué à montrer des signes de redressement au troisième trimestre. Les marchés boursiers ont poursuivi leur croissance (appréciation de 10 % de l'indice S&P/TSX au cours du troisième trimestre et de 27 % pour l'année à ce jour), les conditions liées au crédit ont continué de s'améliorer, bien que la situation reste encore précaire dans certains secteurs d'activité, les taux d'intérêt ont poursuivi leur repli et demeurent parmi les plus bas de leur histoire, les écarts de taux se sont aussi rétrécis, pour revenir à des niveaux plus normaux, et, malgré l'amélioration générale des conditions économiques, les consommateurs et les entreprises continuent à montrer beaucoup de prudence dans leur comportement.

L'Industrielle Alliance a bénéficié considérablement de l'amélioration du contexte économique et financier au troisième trimestre, particulièrement en raison de la remontée des marchés boursiers et de l'amélioration des conditions de crédit. C'est d'ailleurs ce qui lui permet de présenter les résultats trimestriels les plus solides depuis le début de la crise financière.

Le bénéfice a en effet progressé de façon importante au cours du trimestre et se situe à un niveau proche de celui d'avant-crise. Le rendement a grimpé dans le haut de la fourchette cible visée par la société pour l'année 2009. L'actif a atteint un nouveau sommet. Les ventes ont renoué avec la croissance dans les secteurs des produits aux particuliers, et ont même bondi fortement dans le secteur de l'Assurance individuelle. Le ratio de solvabilité continue à se situer au-dessus de la fourchette cible visée par la société. La solidité financière a été renforcée par l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées. La qualité des placements demeure très bonne. La valeur comptable par action ordinaire est toujours en progression. La marge de manœuvre que la société s'est donnée au cours de la dernière année pour absorber d'éventuels chocs importants des marchés boursiers reste très élevée. Le dividende a été maintenu au même niveau qu'au trimestre précédent. Et la société a continué à bâtir pour l'avenir, en signant une entente en vue de faire l'acquisition des activités de fonds mutuels socialement responsables de Vancity.

RENTABILITÉ

L'Industrielle Alliance termine le troisième trimestre de 2009 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 60,1 millions de dollars, en hausse de 17 % par rapport au bénéfice correspondant de l'année précédente. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,74 \$ (0,63 \$ au troisième trimestre de 2008) et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 13,7 % sur base annualisée (11,5 % au troisième trimestre de 2008). Ce rendement se situe dans le haut de la fourchette cible de 12 % à 14 % visée par la société pour l'année 2009.

Rentabilité						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre			Cumulatif au 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	60,1	51,2	17 %	138,4	176,3	(21 %)
Moins : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	1,1	0,3	--	(10,7)	(0,2)	--
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur activités courantes	59,0	50,9	16 %	149,1	176,5	(16 %)
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,74 \$	0,63 \$	0,11 \$	1,72 \$	2,17 \$	(0,45 \$)
Bénéfice par action ordinaire sur activités courantes (dilué)	0,73 \$	0,63 \$	0,10 \$	1,85 \$	2,18 \$	(0,33 \$)
	Troisième trimestre annualisé			Douze derniers mois		
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	13,7 %	11,5 %	220 pbs	1,6 %	13,9 %	--
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires sur activités courantes	13,5 %	11,4 %	210 pbs	1,8 %	14,1 %	--

La rentabilité du trimestre a été favorisée par l'appréciation des marchés boursiers, qui a amélioré le bénéfice de 6,5 millions de dollars après impôts (0,08 \$ par action ordinaire) par rapport à celui attendu, mais a quelque peu été freinée par le ralentissement économique, qui a occasionné un manque à gagner de 1,2 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire), principalement en raison de la faiblesse des ventes dans le secteur de l'Assurance des débiteurs. À noter que, malgré la fragilité de plusieurs secteurs économiques, la société n'a inscrit aucune perte de crédit au cours du trimestre, ce qui témoigne de la très bonne qualité du portefeuille de placements.

Incidence du contexte économique et financier sur le bénéfice net aux actionnaires ordinaires du troisième trimestre, par composantes

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Avant impôts	Après impôts	Par action ordinaire
Hausse des marchés boursiers			
Honoraires de gestion supérieurs à ceux anticipés sur fonds de placement	5,7	4,1	0,05 \$
Revenus futurs escomptés sur fonds des polices universelles	2,7	2,0	0,02 \$
Revenu sur le capital	0,5	0,4	0,01 \$
Total partiel	8,9	6,5	0,08 \$
Ralentissement économique	(1,6)	(1,2)	(0,01 \$)
Conditions liées au crédit	--	--	--
Total	7,3	5,3	0,07 \$

Voici quelques points supplémentaires à souligner relativement à la rentabilité de la société.

- En plus des gains réalisés grâce à la remontée des marchés boursiers, le secteur de l'Assurance individuelle a connu de bons résultats techniques au troisième trimestre, notamment au chapitre des abandons.
- Les résultats techniques du secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés ont été conformes aux attentes au troisième trimestre (ni gain ni perte), grâce à l'amélioration des demandes de règlement en assurance invalidité de courte et de longue durée de même qu'en assurance dentaire.
- La rentabilité du secteur de la Gestion de patrimoine individuel a poursuivi sa progression, parallèlement à la remontée des marchés boursiers. On sait que la rentabilité de ce secteur est étroitement liée à la performance des marchés boursiers.
- La société a enregistré un gain de 1,1 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) au troisième trimestre résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent (gain de 0,3 million de dollars au troisième trimestre de 2008). Ce gain découle de la diminution des primes de risque au cours du trimestre, qui a fait augmenter la valeur de l'actif appariant les instruments de dette un peu plus que la valeur de ces mêmes instruments. On sait que ce gain est, par définition, temporaire et qu'il ne touche pas la capacité financière de la société. Le lecteur est invité à lire le paragraphe « Autre élément » de la section « Provenance du bénéfice », ci-dessous, pour en savoir davantage sur l'incidence de ce facteur.

- La prudence passée de la société en ce qui touche l'évaluation des provisions mathématiques a de nouveau été récompensée ce trimestre-ci, puisque la société n'a pas eu à renforcer ses provisions mathématiques au troisième trimestre. De plus, selon les indications disponibles à ce jour, et si les conditions de marchés demeurent les mêmes jusqu'à la fin de 2009, il est permis de croire que la révision en profondeur des différentes hypothèses d'évaluation que fait la société en fin d'année ne devrait pas entraîner d'ajustement significatif des provisions mathématiques au quatrième trimestre, et ne devrait donc pas avoir d'incidence importante sur le bénéfice net de fin d'année.

PROVENANCE DU BÉNÉFICE

Voici l'analyse de la rentabilité de la société pour le troisième trimestre de 2009 selon la provenance du bénéfice.

Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur – Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur s'élève à 83,1 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, ce qui représente une diminution de 17 % par rapport au résultat du troisième trimestre de 2008. La baisse du bénéfice anticipé sur l'en-vigueur a surtout touché les secteurs des produits d'épargne et d'investissement, comme le secteur de la Gestion de patrimoine individuel et celui des Rentes collectives. Elle s'explique principalement par la baisse des marchés boursiers au cours de la dernière année (même si l'indice S&P/TSX a augmenté de 27 % depuis le début de l'année, il demeure inférieur de 25 % au sommet atteint le 6 juin 2008). Cette baisse a notamment eu pour effet de réduire les revenus tirés des honoraires de gestion pour les fonds distincts, les fonds mutuels, les fonds des polices universelles et les fonds de capitalisation des régimes de rentes collectives. À noter que la baisse du bénéfice anticipé sur l'en-vigueur est conforme à l'indication que la société avait donnée aux marchés financiers lors de la publication des résultats du quatrième trimestre de 2008.

Gains (pertes) d'expérience – La société a enregistré des gains d'expérience de 6,9 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, comparativement à des pertes d'expérience de 15,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'an dernier. C'est le premier trimestre où la société enregistre des gains d'expérience depuis le début de la crise financière. Les gains d'expérience s'expliquent principalement par la remontée des marchés boursiers au cours du trimestre, remontée qui a poussé à la hausse les honoraires perçus sur les fonds de placement et les revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles, et par des résultats techniques favorables dans le secteur de l'Assurance individuelle, notamment au chapitre des abandons.

À noter que le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a vu les gains engendrés par la remontée des marchés boursiers amputés en raison de mauvais résultats de mortalité et d'un taux de conservation plus élevé que prévu pour les fonds de placement (ce qui est favorable à long terme, mais qui réduit les revenus provenant des frais de rachat à court terme par rapport à ceux anticipés).

À noter également que les résultats techniques du secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés ont été conformes aux attentes au troisième trimestre (ni gain ni perte), grâce à l'amélioration des demandes de règlement en assurance invalidité de courte et de longue durée de même qu'en assurance dentaire. On se rappellera que ce secteur avait vu les demandes de règlement pour ces garanties augmenter considérablement au cours des derniers trimestres.

Gain (drain) sur les ventes – La charge à l'établissement des nouveaux contrats (*drain*) s'établit à 27,5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, supérieure de 18 % à celle de l'année antérieure pour la même période. Cette charge provient presque entièrement du secteur de l'Assurance individuelle et s'explique principalement par la hausse des ventes dans ce secteur au cours du troisième trimestre (hausse de 18 % par rapport à la même période en 2008).

Si l'on ne tient compte que du secteur de l'Assurance individuelle, le *drain*, exprimé en pourcentage des ventes (qui sont mesurées par les primes annualisées de première année), s'élève à 62 %, un taux comparable à celui du troisième trimestre de 2008 (61 %), mais en baisse par rapport à celui du deuxième trimestre de 2009 (67 %). Ce taux dépasse – tout en s'y rapprochant – la fourchette cible à moyen terme de 50 % à 55 % visée par la société. L'écart par rapport à la cible vient principalement du fait que la composante « épargne » des polices universelles a considérablement diminué

depuis le début de la crise financière (malgré une hausse ce trimestre-ci). La société estime que le *drain* en pourcentage des ventes devrait revenir de lui-même à l'intérieur de la fourchette cible au fur et à mesure que les marchés boursiers s'amélioreront et que les consommateurs réutiliseront leur police universelle à son plein potentiel.

Revenu sur le capital – Le revenu sur le capital s'élève à 21,5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, soit un peu plus du double que celui du troisième trimestre de 2008 (10,7 millions de dollars). Le revenu sur le capital a notamment bénéficié de la remontée des marchés boursiers au cours du trimestre (0,5 million de dollars), de gains découlant de la vente de titres financiers appariés aux capitaux propres (2,8 millions de dollars) ainsi que de la bonne rentabilité de la filiale d'assurance auto et habitation (bénéfice avant impôts de 4,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, comparativement à 3,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2008). À noter que les intérêts sur les instruments de dette émis en août 2008 et en mars 2009 ont réduit le revenu sur le capital de 3,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et que le revenu sur le capital de l'année dernière avait été touché par des pertes de crédit (10,1 millions de dollars) et par la baisse des marchés boursiers (3,1 millions de dollars).

Impôts sur le revenu – Les impôts sur le revenu totalisent 22,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, en hausse de 2,1 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2008. Cette hausse provient de l'augmentation du bénéfice au cours de la période. Le taux d'impôt effectif s'élève à 26,2 % pour le troisième trimestre de cette année (27,6 % pour le troisième trimestre de 2008), ce qui est conforme aux attentes de la société, qui estime que celui-ci devrait se situer autour de 26 % à 27 % à moyen terme.

Autre élément – Le bénéfice du trimestre a été favorisé par un gain inhabituel – et temporaire – de 1,1 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent (gain de 0,3 million de dollars au troisième trimestre de 2008). Ce gain découle de la diminution des primes de risque au cours du trimestre, qui a fait augmenter la valeur de l'actif appariant les instruments de dette un peu plus que la valeur de ces mêmes instruments. On sait que les instruments de dette ont été classés « détenus à des fins de transactions » au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers, le 1^{er} janvier 2007. Ainsi, tout écart entre la variation de la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif correspondant doit être reconnu immédiatement à l'état des résultats. Les écarts ainsi créés se renverseront cependant d'eux-mêmes au fur et à mesure que les instruments de dette s'approcheront de leur date d'échéance, soit au cours des cinq prochaines années. Au 30 septembre 2009, la société avait enregistré des pertes accumulées d'une valeur de 5,9 millions de dollars après impôts.

Provenance du bénéfice				
(En millions de dollars)	Troisième trimestre		Cumulatif au 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice d'exploitation				
Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur	83,1	100,2	236,7	291,3
Gains (pertes) d'expérience	6,9	(15,3)	(5,7)	(28,5)
Gain (<i>drain</i>) sur les ventes	(27,5)	(23,4)	(73,2)	(65,6)
Changements d'hypothèses	--	--	--	--
Total partiel	62,5	61,5	157,8	197,2
Revenu sur le capital				
Revenu de placements	18,7	13,6	53,0	44,9
Gains (pertes) sur les actifs disponibles à la vente	2,8	(2,9)	5,3	2,7
Total partiel	21,5	10,7	58,3	47,6
Impôts sur le revenu	(22,0)	(19,9)	(57,4)	(64,0)
Bénéfice net aux actionnaires sur les activités courantes	62,0	52,3	158,7	180,8
Moins : dividendes sur actions privilégiées	3,0	1,4	9,6	4,3
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	59,0	50,9	149,1	176,5
Plus : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	1,1	0,3	(10,7)	(0,2)
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	60,1	51,2	138,4	176,3

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

La société a profité de la publication des résultats du troisième trimestre pour mettre à jour ses analyses de sensibilité. On sait que les résultats de ces analyses varient d'un trimestre à l'autre en fonction de nombreux facteurs, dont les changements qui surviennent dans l'environnement économique et financier et l'évolution normale des affaires de la société. Les résultats des plus récentes analyses, qui tiennent compte de l'émission des actions privilégiées conclue le 15 octobre 2009, montrent que la marge de manœuvre que s'est donnée la société pour absorber d'éventuels chocs importants des marchés boursiers reste très élevée.

- *Actions appariant les engagements à long terme et garantie des fonds distincts* – La société ne prévoit pas avoir à renforcer ses provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme, y compris pour la garantie des fonds distincts, tant que l'indice S&P/TSX demeurera au-dessus de 8 200 points environ (7 850 points lors de la dernière mise à jour). La société n'a donc pas eu à augmenter les provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme au troisième trimestre et n'a pas besoin de conserver de provisions pour la garantie des fonds distincts, selon les normes de pratique de l'industrie.
- *Incidence de la variation des marchés boursiers sur le bénéfice net* – La société estime que si les marchés boursiers devaient se situer, en moyenne, pendant une année complète, à un niveau inférieur (ou supérieur) de 10 % à ses attentes (la société prévoit en général une croissance annuelle de 7,5 % environ de l'indice S&P/TSX), le bénéfice net aux actionnaires ordinaires serait inférieur (ou supérieur) d'environ 17 millions de dollars à celui attendu (aucun changement par rapport à la dernière mise à jour). Ce montant représente l'incidence d'une variation des marchés boursiers pour une année complète. À noter cependant que par trimestre, la baisse (ou la hausse) du bénéfice n'est pas nécessairement proportionnelle. Elle dépend entre autres du niveau moyen de l'indice boursier pendant la période et de son niveau de clôture à la fin de la période.
- *Incidence d'une baisse des marchés boursiers sur le ratio de solvabilité* – La société prévoit que le ratio de solvabilité se situerait à 175 % si l'indice S&P/TSX baissait à 7 300 points environ (7 100 points lors de la dernière mise à jour) et à 150 % si l'indice chutait à 5 800 points environ (5 450 points lors de la dernière mise à jour).
- *Taux de réinvestissement ultime (« URR »)* – La société estime qu'une baisse (ou une hausse) de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime nécessiterait un renforcement des provisions mathématiques (ou permettrait la libération de provisions mathématiques) de l'ordre de 35 millions de dollars après impôts (aucun changement par rapport à la dernière mise à jour). On sait que la société utilisait, au 31 décembre 2008, pour le calcul de ses provisions mathématiques, un taux de réinvestissement ultime inférieur au taux maximal prévu à la fin de l'année 2009. Si le taux des obligations à long terme du gouvernement fédéral devait demeurer au niveau actuel (3,96 % à la fin du mois d'octobre 2009) d'ici la fin de l'année, le taux de réinvestissement ultime maximal se situerait à 4,10 % à la fin de 2009.
- *Taux de réinvestissement initial (« IRR »)* – La société estime qu'une baisse (ou une hausse) de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement initial nécessiterait un renforcement des provisions mathématiques (ou permettrait la libération de provisions mathématiques) de l'ordre de 24 millions de dollars après impôts (aucun changement par rapport à la dernière mise à jour). On sait que la société utilise, pour le calcul de ses provisions mathématiques, un taux de réinvestissement initial qui prend en compte les taux de rendement existants à la date d'évaluation, compte tenu de la composition visée du portefeuille d'actif.

CROISSANCE DES AFFAIRES

Voici les principaux faits saillants du troisième trimestre en ce qui touche la croissance des affaires.

Primes et dépôts

Malgré l'appréciation des marchés boursiers et de bons résultats de ventes pour les secteurs des produits aux particuliers, les primes et dépôts ont totalisé 1,2 milliard de dollars au troisième trimestre, ce qui représente une baisse de 9 % par rapport à la même période l'année dernière. La baisse provient uniquement du secteur des Rentes collectives, puisque les primes et dépôts sont ou bien stables ou bien à la hausse dans tous les autres secteurs. La baisse dans le secteur des Rentes collectives provient du fait que la société n'a pu faire signer de contrats d'envergure au cours du trimestre, et ce, contrairement à l'année dernière, où la signature de quelques contrats de grande envergure avait permis au secteur de terminer le trimestre avec des ventes parmi les plus élevées de son histoire.

Primes et dépôts						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre			Cumulatif au 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Assurance individuelle	238,6	235,6	1 %	697,0	687,0	1 %
Gestion de patrimoine individuel	531,0	518,8	2 %	1 593,8	1 971,5	(19 %)
Assurance collective	247,9	247,8	0 %	718,3	711,1	1 %
Rentes collectives	194,9	339,8	(43 %)	572,4	857,1	(33 %)
Assurance de dommages	36,2	32,8	10 %	102,9	95,1	8 %
Total	1 248,6	1 374,8	(9 %)	3 684,4	4 321,8	(15 %)

Ventes par secteurs d'activité

D'une façon générale, les ventes ont été à la hausse au troisième trimestre pour les secteurs des produits aux particuliers, et très fortement même pour le secteur de l'Assurance individuelle, alors que celles pour les secteurs des produits aux groupes continuent de souffrir du ralentissement économique et de l'absence de ventes à des groupes de grande envergure.

À noter que les ventes sont définies comme étant les entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites au cours de la période; elles excluent donc les entrées de fonds provenant des contrats en vigueur. Le lecteur est invité à se reporter à la note 1 à la fin du présent rapport pour connaître la définition des ventes pour chaque secteur d'activité.

Assurance individuelle – L'une des plus belles réussites du trimestre vient sans doute du fait que les ventes dans le secteur de l'Assurance individuelle ont bondi au troisième trimestre, pour atteindre 40,7 millions de dollars, en hausse de 18 % par rapport à la même période l'année précédente. Les ventes sont à la hausse dans toutes les régions, dans tous les réseaux de distribution, pour toutes les catégories de produits et dans tous les marchés, autant dans le marché de la famille (les « primes minimales » ont augmenté de 12 %) que dans celui de la clientèle à revenu élevé (les « primes excédentaires » ont grimpé de 50 %). Le niveau d'activité parmi les représentants est également resté soutenu au cours du trimestre, puisque le nombre de polices vendues a été à la hausse de 7 %. La croissance au cours du trimestre a été suffisante pour renverser la tendance des deux premiers trimestres, de sorte que les ventes affichent une progression de 1 % depuis le début de l'année par rapport à la même période en 2008.

Gestion de patrimoine individuel – Les ventes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel ont également renoué avec la croissance au cours du trimestre, grâce notamment à la remontée des marchés boursiers. Les ventes totalisent en effet 531,0 millions de dollars pour le troisième trimestre, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à la même période en 2008. Les ventes sont à la hausse pour les produits à rendement garanti (+19 %), comme c'est le cas depuis le début de la crise financière, de même que pour les fonds distincts (+5 %), mais restent à la baisse pour les fonds mutuels (-5 %).

Les ventes nettes de fonds distincts et de fonds mutuels continuent quant à elles à être positives, et affichent même une hausse, totalisant 159,7 millions de dollars pour le troisième trimestre, en progression de 23 % par rapport à la même période l'année antérieure. Cette bonne performance a permis à la société de gagner des parts de marché. La

société termine ainsi le troisième trimestre au 4^e rang au chapitre des ventes nettes de fonds distincts, avec une part de marché de 11,9 % (4^e après six mois, avec une part de marché de 6,9 %). Pour les fonds mutuels, la société continue également de gagner des parts de marché, terminant les neuf premiers mois de l'année 2009 au 7^e rang au chapitre des ventes nettes, comparativement à un 17^e rang en termes d'actif.

Assurance collective : régimes d'employés – Le secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés continue d'être victime de l'anémie générale du marché de l'emploi, de sorte que les ventes ont totalisé 12,5 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 49 % par rapport à la même période l'an dernier. Le secteur est cependant resté très discipliné sur le plan tarifaire au cours du trimestre et a mis l'accent sur le service à la clientèle et la gestion des demandes de règlement, ce qui s'est traduit par une amélioration sensible de la rentabilité.

Assurance collective des débiteurs – La diminution des ventes d'automobiles continue à avoir une incidence sur la croissance du secteur de l'Assurance collective des débiteurs, dont les ventes ont chuté de 22 % au cours du troisième trimestre par rapport à la même période l'année précédente, pour atteindre 46,1 millions de dollars. Depuis le début de l'année, la baisse totalise 23 %. La performance depuis le début de l'année s'explique par la chute importante des ventes de véhicules légers au Canada (recul de 14 % au cours des neuf premiers mois de l'année) et le peu de financement au moment de l'achat. On sait que les ventes du secteur sont tributaires des ventes d'automobiles, puisque les produits sont distribués principalement par les concessionnaires d'automobiles. Rappelons que la société est un chef de file au Canada depuis plusieurs années dans le marché de l'assurance des débiteurs auprès des concessionnaires d'automobiles.

Assurance pour les marchés spéciaux (« SMG ») – Le secteur de l'Assurance pour les marchés spéciaux continue de bien tirer son épingle du jeu dans le contexte économique actuel, avec des ventes de 28,5 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 1 % par rapport à la période correspondante l'année précédente. On sait que ce secteur se spécialise dans certains créneaux d'assurance sous-exploités par les fournisseurs de produits d'assurance traditionnels.

Rentes collectives – Le secteur des Rentes collectives a connu un troisième trimestre satisfaisant par rapport aux attentes, même si les ventes présentent un recul par rapport à l'année dernière. Les ventes totalisent en effet 194,9 millions de dollars pour le troisième trimestre, ce qui représente un recul de 43 % par rapport à la même période en 2008. Le secteur est notamment victime de son succès de l'année dernière, alors que quelques contrats de grande envergure avaient été signés au troisième trimestre pour les régimes d'épargne (produits d'accumulation). Pour ce qui est des rentes assurées (produits de décaissement), la société continue à privilégier l'atteinte des marges bénéficiaires à la croissance des affaires. Notons que les ventes dans le secteur des Rentes collectives peuvent fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre, en raison de l'importance des mandats octroyés.

Ventes¹						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre			Cumulatif au 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Assurance individuelle						
Primes minimales	32,6	29,1	12 %	89,0	83,3	7 %
Primes excédentaires	8,1	5,4	50 %	17,1	21,4	(20 %)
Total	40,7	34,5	18 %	106,1	104,7	1 %
Gestion de patrimoine individuel						
Fonds général	88,9	74,7	19 %	312,3	258,2	21 %
Fonds distincts	193,2	183,3	5 %	558,1	666,5	(16 %)
Fonds mutuels	248,9	260,8	(5 %)	723,4	1 046,8	(31 %)
Total	531,0	518,8	2 %	1 593,8	1 971,5	(19 %)
Assurance collective						
Régimes d'employés	12,5	24,3	(49 %)	58,0	70,8	(18 %)
Assurance des débiteurs	46,1	58,9	(22 %)	117,8	152,6	(23 %)
Marchés spéciaux (SMG)	28,5	28,3	1 %	82,0	81,1	1 %
Rentes collectives	194,9	339,8	(43 %)	572,4	857,1	(33 %)

Actif sous gestion et sous administration – La forte remontée des marchés boursiers et les entrées nettes de fonds positives de tous les secteurs d'activité ont fait grimper l'actif sous gestion et sous administration à un nouveau sommet de 56,7 milliards de dollars au 30 septembre 2009, ce qui représente une hausse de 5 % pour le trimestre et de 15 % pour l'année à ce jour. Toutes les composantes de l'actif ont connu une hausse, particulièrement les fonds distincts et les fonds mutuels.

Actif sous gestion et sous administration				
(En millions de dollars)	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
Actif sous gestion				
Fonds général	16 920,4	16 222,5	15 415,2	15 269,5
Fonds distincts	10 970,4	10 091,3	8 924,2	9 830,0
Fonds mutuels	6 224,5	5 756,4	5 277,7	6 200,2
Autres	659,0	640,7	596,7	598,4
Total partiel	34 774,3	32 710,9	30 213,8	31 898,1
Actif sous administration	21 963,3	21 247,2	19 258,4	18 728,2
Total	56 737,6	53 958,1	49 472,2	50 626,3

Valeur ajoutée des ventes – La valeur ajoutée des ventes a diminué de 5 % (ou de 1,4 million de dollars) au troisième trimestre par rapport à la période équivalente l'année dernière, pour s'établir à 28,7 millions de dollars (0,36 \$ par action ordinaire). On sait que la valeur ajoutée des ventes évolue en fonction de trois composantes : le niveau des ventes, les marges bénéficiaires et les changements du taux d'escompte. Ainsi, comme on peut le voir au tableau ci-dessous, malgré la reprise des ventes dans les secteurs des produits aux particuliers, la composante « ventes » a fait reculer la valeur ajoutée de 1,2 million de dollars au troisième trimestre, en raison de la baisse des ventes dans les secteurs des produits aux groupes. La composition des ventes (*product mix*) a aussi été généralement défavorable au troisième trimestre, ce qui a fait reculer la valeur ajoutée des ventes de 1,9 million de dollars pour la composante « marges bénéficiaires ». Ces baisses ont cependant été en partie compensées par la diminution du taux d'escompte (conséquence de la baisse des taux d'intérêt), qui a fait augmenter la valeur ajoutée des ventes de 1,7 million de dollars.

Valeur ajoutée des ventes par composantes		
(En millions de dollars)	Troisième trimestre	Cumulatif au 30 septembre
Valeur ajoutée en 2008	30,1	95,5
Ventes	(1,2)	(16,5)
Marges bénéficiaires	(1,9)	1,0
Taux d'escompte (diminution)	1,7	5,2
Valeur ajoutée en 2009	28,7	85,2

SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Voici une présentation des faits saillants du troisième trimestre en ce qui touche la solidité financière.

Solvabilité

La société termine le troisième trimestre avec un ratio de solvabilité de 197 % au 30 septembre 2009, ce qui est légèrement inférieur au ratio de 202 % enregistré au 30 juin 2009. Cependant, si on prend en considération l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées conclue le 15 octobre 2009, le ratio de solvabilité s'établit, sur une base pro forma, à 207 %, ce qui se situe au-delà de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société.

Le ratio de solvabilité a subi une pression à la baisse au cours du troisième trimestre principalement en raison d'exigences de capital plus élevées liées à la hausse de la valeur marchande des titres boursiers (conséquence de la remontée des marchés boursiers et de l'achat de nouveaux titres) ainsi qu'à la hausse de la valeur marchande des titres obligataires (conséquence de la baisse des taux d'intérêt à long terme et de l'achat de nouveaux titres). La baisse du ratio a cependant été atténuée par l'apport du bénéfice net aux capitaux disponibles, net de l'augmentation normale des capitaux requis se rattachant à la croissance des affaires.

Solvabilité					
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	30 septembre 2009	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
	(Pro forma)				
Capitaux disponibles					
Catégorie 1	1 944,6	1 842,6	1 793,6	1 726,0	1 758,4
Catégorie 2	309,5	309,5	306,0	195,4	201,9
Total	2 254,1	2 152,1	2 099,6	1 921,4	1 960,3
Capitaux requis	1 090,4	1 090,0	1 041,2	967,1	981,0
Ratio de solvabilité	207 %	197 %	202 %	199 %	200 %

Capitalisation

Le capital de la société s'établissait à 2 568,1 millions de dollars au 30 septembre 2009, ce qui représente une hausse de 3 % (82,0 millions de dollars) par rapport au 30 juin 2009. Cette hausse s'explique principalement par : 1) l'augmentation des bénéfices non répartis (résultat du bénéfice du trimestre réduit des paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires); 2) l'accumulation des gains latents dans les autres éléments du résultat étendu (attribuable au rétrécissement des écarts de taux et à la remontée des marchés boursiers); et 3) l'appréciation de la valeur marchande des débetures (conséquence du rétrécissement des écarts de taux).

Capitalisation					
(En millions de dollars)	30 septembre 2009	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
	(Pro forma)				
Capitaux propres					
Actions ordinaires	541,5	541,5	541,2	541,0	540,9
Actions privilégiées	325,0	225,0	225,0	223,7	125,0
Bénéfices non répartis	1 207,3	1 207,3	1 166,8	1 127,7	1 260,1
Surplus d'apport	21,6	21,6	21,0	19,8	18,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu	20,5	20,5	(10,0)	(54,3)	(32,5)
Total partiel	2 115,9	2 015,9	1 944,0	1 857,9	1 912,4
Débetures	524,3	524,3	514,0	385,9	403,1
Compte des contrats avec participation	27,9	27,9	28,1	27,0	27,1
Total	2 668,1	2 568,1	2 486,1	2 270,8	2 342,6

Levier financier

La valeur marchande des débetures a augmenté au cours du troisième trimestre, mais dans une proportion moindre que le capital de la société, de sorte que le ratio d'endettement a légèrement diminué, pour s'établir à 20,4 % au 30 septembre 2009, si on ne considère que les débetures dans les éléments de dette, et à 29,2 %, si on y ajoute les actions privilégiées. Ces deux ratios s'établissaient respectivement à 20,7 % et 29,7 % au 30 juin 2009.

Par ailleurs, si on prend en considération l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées effectuée en octobre dernier, le ratio d'endettement pro forma au 30 septembre 2009 s'établit plutôt à 19,7 %, si on ne considère que les débetures dans les éléments de dette, et à 31,9 %, si on y ajoute les actions privilégiées.

Ratio d'endettement					
	30 septembre 2009	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
	(Pro forma)				
Débetures/capital	19,7 %	20,4 %	20,7 %	17,0 %	17,2 %
Débetures + actions privilégiées/capital	31,9 %	29,2 %	29,7 %	26,8 %	22,5 %

Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière

La valeur comptable par action ordinaire a augmenté pour un troisième trimestre consécutif, s'établissant à 22,30 \$ au 30 septembre 2009. Il s'agit d'une hausse de 4 % par rapport à la valeur au 30 juin 2009 et de 10 % depuis la fin de 2008. La bonne rentabilité de la société au cours du trimestre de même que l'accumulation de gains latents dans les autres éléments du résultat étendu, attribuable au rétrécissement des écarts de taux d'intérêt et à la remontée des marchés boursiers, comptent parmi les facteurs qui ont contribué à cette hausse.

La capitalisation boursière de la société s'établissait à 2 355,0 millions de dollars au 30 septembre 2009, en hausse de 14 % par rapport au 30 juin 2009. Cette hausse est semblable à celle enregistrée par le cours du titre de la société, qui a augmenté également de 14 % au troisième trimestre, passant de 25,75 \$ au 30 juin 2009 à 29,31 \$ au 30 septembre 2009.

La société comptait 80 346 771 actions ordinaires émises et en circulation au 30 septembre 2009, comparativement à 80 338 771 au 30 juin 2009. La hausse au cours du trimestre provient de l'émission de 8 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options dans le cadre du programme d'options d'achat d'actions de la société.

Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière				
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
Valeur comptable par action ordinaire	22,30 \$	21,41 \$	20,35 \$	22,25 \$
Capitalisation boursière	2 355,0	2 068,7	1 872,5	2 715,1

Composition des placements

Le portefeuille de placements de la société est composé de diverses catégories d'actifs, dont les principales sont les obligations, les prêts hypothécaires, les actions et les immeubles. La répartition des placements par catégories d'actifs n'a subi aucun changement significatif au troisième trimestre. La valeur totale des placements a cependant augmenté de 660,8 millions de dollars, passant de 15 151,7 millions de dollars au 30 juin 2009 à 15 812,5 millions de dollars au 30 septembre 2009, pour une augmentation de 4 %. Celle-ci est principalement attribuable à l'appréciation du portefeuille d'actions, lequel a bénéficié de la croissance des marchés boursiers, et à celle du portefeuille d'obligations, conséquence du rétrécissement des écarts de taux d'intérêt survenue au cours du trimestre.

Placements				
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
Valeur comptable des placements	15 812,5	15 151,7	14 396,3	14 233,0
Répartition des placements par catégories d'actifs				
Obligations	57,1 %	55,7 %	55,2 %	53,2 %
Prêts hypothécaires	21,6 %	22,8 %	24,3 %	23,9 %
Actions	11,3 %	10,6 %	9,3 %	11,2 %
Immeubles	4,1 %	4,2 %	4,4 %	3,7 %
Autres	5,9 %	6,7 %	6,8 %	8,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Qualité des placements

La qualité des placements est demeurée très bonne au cours du troisième trimestre, profitant ainsi du contexte économique ambiant, qui s'est amélioré au cours des derniers mois, même s'il demeure encore fragile. Voici quelques-uns des faits saillants du trimestre.

- La société n'a enregistré aucune perte de crédit au cours du trimestre.
- Les placements douteux nets ont augmenté légèrement au cours du trimestre, passant de 14,2 millions de dollars au 30 juin 2009 à 15,3 millions de dollars au 30 septembre 2009. Cette augmentation résulte de l'inscription à titre de prêt douteux d'une propriété qui avait été reprise antérieurement et pour laquelle aucune provision n'a été jugée

nécessaire. La proportion des placements douteux nets ne représente qu'à peine 0,10 % des placements totaux au 30 septembre 2009 (0,09 % au 30 juin 2009).

- La proportion des titres obligataires cotés BB et moins a diminué de 0,15 % au 30 juin 2009 à 0,12 % au 30 septembre 2009. Cette diminution est essentiellement attribuable à l'échéance d'un titre et à la vente d'un autre (à des conditions jugées avantageuses) classés BB et moins.
- La société a reçu 4,0 millions de dollars en remboursement de capital pour les papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (« PCAA ») au troisième trimestre, ce qui porte à 23,7 millions de dollars le montant total des remboursements de capital reçus depuis la restructuration des PCAA (la restructuration est survenue le 21 janvier 2009). Au cours du trimestre, la société a par ailleurs radié entièrement sa détention de certains billets, qui avaient déjà été totalement dévalués, et dont les actifs sous-jacents, composés exclusivement d'actifs inadmissibles, avaient une valeur nominale de 0,6 million de dollars. Ces transactions ont réduit à 78,9 millions de dollars la valeur nominale des PCAA détenus au 30 septembre 2009 et à 29,0 millions de dollars la dévaluation globale prise pour les PCAA en raison du risque de crédit. Malgré l'amélioration récente des conditions de marchés, la société est d'avis que cette dévaluation est toujours justifiée. Elle équivaut à 36,8 % de la valeur nominale des PCAA détenus au 30 septembre 2009 (pour plus d'information au sujet des PCAA et du modèle d'évaluation utilisé par la société, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires de la société).

Bien que la société juge approprié son modèle d'évaluation des PCAA, il est important de noter qu'il existe encore de grandes incertitudes quant à la valeur marchande des PCAA. Il est donc possible que la juste valeur définitive de ces placements diffère, peut-être même considérablement, de l'estimation actuelle. Selon son ampleur, cet écart pourrait avoir une incidence sur les résultats financiers de la société.

- Du côté des prêts hypothécaires, le taux de délinquance du portefeuille a augmenté légèrement, passant de 0,30 % au 30 juin 2009 à 0,34 % au 30 septembre 2009. Les prêts délinquants ne représentent que 11,5 millions de dollars sur un portefeuille de 3,4 milliards de dollars.
- Le taux d'occupation des immeubles est pratiquement demeuré stable au cours du trimestre (94,2 % au 30 juin 2009 et 94,3 % au 30 septembre 2009) et la valeur marchande du portefeuille immobilier dépasse toujours largement la valeur comptable (le ratio de la valeur marchande sur la valeur comptable se situait à 126,9 % au 30 septembre 2009, comparativement à 127,8 % au 30 juin 2009).
- Finalement, il y a eu très peu de changements au cours du dernier trimestre en ce qui touche les titres qui font les manchettes. La société ne détient notamment : aucun investissement dans le marché américain des prêts hypothécaires à haut risque, ni dans les constructeurs américains d'automobiles; aucun investissement dans des titres garantis par des sociétés de garanties financières; et un investissement de 25 millions de dollars dans des titres de sociétés financières au Royaume-Uni (dont seulement 3 millions de dollars dans des billets de capital). Par ailleurs, outre un investissement de 15,6 millions de dollars dans une obligation garantie par une propriété presque entièrement louée à Air Canada, la société n'est exposée que pour un montant minime dans les titres actuellement les plus médiatisés des secteurs de l'aviation, des télécommunications et de l'imprimerie.

Qualité des placements				
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008
Placements douteux nets	15,3	14,2	8,8	9,2
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,10 %	0,09 %	0,06 %	0,06 %
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,12 %	0,15 %	0,23 %	0,05 %
Prêts hypothécaires – Taux de délinquance	0,34 %	0,30 %	0,26 %	0,31 %
Immeubles – Taux d'occupation	94,3 %	94,2 %	94,0 %	94,0 %

Par ailleurs, toujours en ce qui concerne la qualité des placements, les deux éléments suivants continuent d'intéresser les marchés financiers :

- les moins-values non réalisées sur les titres de sociétés à revenu fixe classés « disponibles à la vente » s'élèvent à 9,6 millions de dollars au 30 septembre 2009, ce qui représente 0,5 % des capitaux propres, comparativement à 33,8 millions de dollars au 30 juin 2009;
- la valeur nominale des obligations dont la valeur marchande est inférieure à la valeur nominale de 20 % ou plus depuis six mois ou plus s'élève à 54,4 millions de dollars au 30 septembre 2009, ce qui représente 2,7 % des capitaux propres. Ce chiffre, qui était constamment à la hausse depuis le début de la crise financière, avait atteint 111,5 millions de dollars au 30 juin 2009. Il est à noter que les moins-values non réalisées sur ces titres (mesurées selon la différence entre la valeur marchande et la valeur nominale) ont encore diminué au troisième trimestre de 2009, passant de 36,8 millions de dollars au 30 juin 2009 à 17,3 millions de dollars au 30 septembre 2009. La majeure partie de ces titres sont classés « détenus à des fins de transactions ».

Dans le contexte actuel des marchés financiers, la société continue de surveiller étroitement son portefeuille de placements et demeure à l'affût de tous les développements qui pourraient avoir une incidence, dans un sens ou dans un autre, sur la qualité de son portefeuille.

COTES DE CRÉDIT

Le 30 septembre 2009, l'agence de notation Standard & Poor's a confirmé toutes les cotes de crédit, de même que la perspective, qu'elle attribue à l'Industrielle Alliance. Par ailleurs, les trois agences qui notent l'Industrielle Alliance ont attribué aux nouvelles actions privilégiées récemment émises par la société (émission de 100 millions de dollars conclue le 15 octobre 2009) les mêmes cotes qu'elles avaient attribuées aux actions privilégiées que la société avait émises antérieurement (ces cotes paraissent au tableau ci-dessous). Hormis ce qui précède, aucun autre événement n'est à signaler concernant les cotes de crédit attribuées à l'Industrielle Alliance.

Cotes de crédit de l'Industrielle Alliance au 4 novembre 2009

Agence	Type d'évaluation	Cote	Perspective
Standard & Poor's	Solidité financière	A+ (Strong)	Négative
	Débitures subordonnées	A	--
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (IATS) (échelle mondiale)	A-	--
	Actions privilégiées (échelle mondiale)	A-	--
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)	Stable
	Cote de crédit de l'émetteur	a+	Stable
	Débitures subordonnées	a-	--
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (IATS)	bbb+	--
DBRS	Actions privilégiées	bbb+	--
	Capacité de respecter ses engagements envers les assurés	IC-2	Stable
	Débitures subordonnées	A	Stable
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (IATS)	A (low)yn	Stable
	Actions privilégiées	Pfd-2 (high)n	Stable

IA CLARINGTON CONCLUT UNE ENTENTE EN VUE DE FAIRE L'ACQUISITION DES FONDS MUTUELS SOCIALEMENT RESPONSABLES DE VANCITY

Le 1^{er} octobre 2009, Placements IA Clarington inc. (« IA Clarington »), une filiale en propriété exclusive de l'Industrielle Alliance, et Vancouver City Savings Credit Union (« Vancity ») ont annoncé la conclusion d'une entente définitive en vertu de laquelle IA Clarington se portera acquéreur des activités de fonds mutuels socialement responsables d'Inhance Investment Management Inc. (« Inhance »), une filiale en propriété exclusive de Vancity, et s'engagera dans une relation stratégique à long terme visant la distribution des fonds mutuels d'IA Clarington par l'entremise des succursales de Vancity.

Inhance est un gestionnaire de fonds de placement de Vancouver qui a été créé en 2001 et qui est devenu un chef de file dans le créneau des investissements socialement responsables (ISR) au Canada. Son actif sous gestion s'élève à

environ 75 millions de dollars. Vancity est pour sa part l'une des plus importantes caisses d'épargne et de crédit au Canada, avec un actif de 14,5 milliards de dollars, plus de 400 000 membres et 60 succursales en Colombie-Britannique.

La famille de fonds ISR d'Inhance sera fusionnée avec six nouveaux fonds ISR qui seront créés par IA Clarington et avec deux fonds IA Clarington existants. Les fonds ISR acquis continueront à être gérés par l'équipe de gestionnaires actuelle d'Inhance, qui agira comme sous-conseiller des nouveaux fonds ISR d'IA Clarington. IA Clarington fera par ailleurs la promotion active des fonds ISR dans son réseau. L'entente prévoit également qu'IA Clarington deviendra le fournisseur exclusif de fonds ISR auprès des succursales de Vancity et pourra y distribuer tous ses autres fonds mutuels.

Cette entente comporte de nombreux avantages pour l'Industrielle Alliance. Elle lui permet notamment de se lancer dans le marché des fonds socialement responsables, qui gagnent constamment en popularité; de se lancer dans ce marché avec une gamme de fonds reconnue et des gestionnaires chevronnés; et d'avoir accès à un nouveau réseau de distribution, composé de conseillers expérimentés, dans l'Ouest canadien.

La transaction est assujettie à l'approbation des porteurs de parts de Vancity, des organismes de réglementation ainsi qu'à d'autres approbations. La clôture est prévue pour la mi-décembre 2009.

L'INDUSTRIELLE ALLIANCE ÉMET 100 MILLIONS DE DOLLARS D' ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 15 octobre 2009, l'Industrielle Alliance a annoncé la clôture d'une émission de 4 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série E, à dividende non cumulatif (les « actions privilégiées de série E »), au prix de 25,00 \$ par action privilégiée de série E, pour un produit total brut de 100 millions de dollars.

Les actions privilégiées de série E offrent un taux de rendement de 6,00 % par année, payable trimestriellement, de la façon et au moment prescrits par le conseil d'administration de la société. Les actions privilégiées de série E se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole IAG.PR.E. Le produit net de l'émission a été affecté aux fins générales de l'Industrielle Alliance.

Les actions privilégiées de série E ne sont pas rachetables par la société avant le 31 décembre 2014. Sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires, à partir du 31 décembre 2014, la société pourra, si elle le désire, racheter l'ensemble ou une partie des actions privilégiées, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours et en versant la somme de 26,00 \$ par action privilégiée de série E si le rachat est effectué antérieurement au 31 décembre 2015, la somme de 25,75 \$ par action privilégiée de série E si le rachat se fait à partir du 31 décembre 2015, mais avant le 31 décembre 2016, la somme de 25,50 \$ par action privilégiée de série E si le rachat se fait à partir du 31 décembre 2016, mais avant le 31 décembre 2017, la somme de 25,25 \$ par action privilégiée de série E si le rachat se fait à partir du 31 décembre 2017, mais avant le 31 décembre 2018, et la somme de 25,00 \$ par action privilégiée de série E si le rachat est effectué à partir du 31 décembre 2018, majoré, dans chacun des cas, d'un montant égal à la totalité des dividendes déclarés mais non versés à l'égard des actions jusqu'à la date fixée pour le rachat exclusivement.

L'émission a été souscrite, au moyen d'une convention de prise ferme, par un syndicat de courtiers dirigé conjointement par Scotia Capitaux Inc. et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. L'émission des actions privilégiées de série E a été réalisée aux termes d'un supplément de prospectus daté du 7 octobre 2009 au prospectus préalable de base daté du 30 avril 2009. Le supplément de prospectus est disponible sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, de même que sur le site de la société, à l'adresse www.inalco.com.

Sur le plan financier, l'émission des actions privilégiées de série E a permis de faire augmenter le ratio de solvabilité de la société de 10 points de pourcentage, sur base pro forma au 30 septembre 2009, et de faire diminuer le ratio d'endettement de 70 points centésimaux, si on ne considère que les débetures dans les éléments de dette, et de l'augmenter de 270 points centésimaux, si on y ajoute les actions privilégiées (pour plus de détails au sujet de l'incidence des actions privilégiées sur le ratio de solvabilité et le ratio d'endettement, voir les sections « Solvabilité » et

« Levier financier », ci-dessus, sous « Solidité financière »). Notons finalement que le coût de financement net de cette émission aura pour effet de faire diminuer le bénéfice par action de la société d'environ 0,03 \$ pour une année complète.

DÉCLARATION DE DIVIDENDE

La solidité financière de la société a permis au conseil d'administration d'annoncer le versement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, soit le même que celui annoncé au dernier trimestre. Le dividende correspond à un ratio de distribution de 33 % du bénéfice, ce qui se situe dans le haut de la fourchette cible de 25 % à 35 % visée par la société. La société rappelle que son plan d'affaires prévoit le maintien du dividende trimestriel aux actionnaires ordinaires au niveau actuel pour l'année 2009.

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires et les différentes catégories d'actions privilégiées de la société.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera payable au comptant le 15 décembre 2009 à tous les actionnaires ordinaires inscrits le 20 novembre 2009.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série B. Ce dividende sera payable au comptant le 31 décembre 2009 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 30 novembre 2009.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série C. Ce dividende sera payable au comptant le 31 décembre 2009 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 30 novembre 2009.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3139 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série E. Ce dividende sera payable au comptant le 31 décembre 2009 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 30 novembre 2009.

Notons par ailleurs que tous les dividendes versés par l'Industrielle Alliance sur ses actions ordinaires et privilégiées depuis le 1^{er} janvier 2006 sont des dividendes déterminés aux termes de la règle du crédit d'impôt bonifiée sur les dividendes contenue dans la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante. À moins d'indication contraire, tous les dividendes que versera désormais la société seront des dividendes déterminés conformément à cette règle.

COMMENTAIRES SUPPLÉMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS

Voici la présentation des résultats financiers de la société pour le troisième trimestre de 2009 selon les états financiers.

Produits

Les produits sont composés de trois postes aux états financiers : les primes, qui incluent les sommes investies par les assurés dans les fonds distincts de la société, mais qui excluent celles investies par les clients dans les fonds mutuels, le revenu net de placements et les honoraires et autres produits. Pour le troisième trimestre, les produits totalisent 1,7 milliard de dollars, ce qui représente une hausse de 107 % par rapport à la même période l'année précédente, tandis que, pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2009, les produits ont augmenté de 30 %. Les facteurs qui ont contribué à ces variations sont expliqués ci-après.

Produits						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre			Cumulatif au 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Primes	999,7	1 114,1	(10 %)	2 961,0	3 275,1	(10 %)
Revenu net de placements	597,2	(393,7)	--	1 203,1	(144,1)	--
Honoraires et autres produits	95,9	97,7	(2 %)	267,0	290,2	(8 %)
Total	1 692,8	818,1	107 %	4 431,1	3 421,2	30 %

Les primes ont atteint 999,7 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2009, ce qui représente une diminution de 10 % comparativement au même trimestre de 2008. Cette diminution s'explique principalement par une baisse des ventes dans le secteur des Rentes collectives (baisse qui s'est fait ressentir surtout du côté des primes versées dans les fonds distincts). Ce secteur n'a pas obtenu le même succès qu'au troisième trimestre de l'an dernier dans la vente à des groupes de grande taille. Pour les neuf premiers mois de 2009, les primes atteignent 3,0 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 10 % par rapport à la même période l'an dernier. Cette baisse s'explique à la fois par la diminution des ventes enregistrée dans le secteur des Rentes collectives au troisième trimestre et par la diminution des ventes survenue au cours des premiers mois de l'année 2009 dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel. Ce secteur avait été particulièrement touché par la turbulence des marchés boursiers au début de 2009.

Si on ajoute aux primes les dépôts de fonds mutuels, les primes et dépôts atteignent 1,2 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2009, en baisse de 9 % par rapport au trimestre équivalent de l'année précédente. Cette baisse reflète une diminution de 5 % des dépôts de fonds mutuels au cours du troisième trimestre de 2009, comparativement à la même période l'an dernier. Cette diminution est beaucoup moins prononcée qu'au cours des deux trimestres précédents, signe que les épargnants ont commencé à être rassurés par la remontée des marchés boursiers qui a suivi la période de forte volatilité qu'ont connue les marchés. Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2009, les primes et dépôts affichent une diminution de 15 %, qui s'explique principalement par la faiblesse des ventes de fonds de placement (fonds distincts et fonds mutuels) comparativement à la même période en 2008.

Primes et dépôts						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre			Cumulatif au 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Primes						
Fonds général	667,5	673,9	(1 %)	1 926,2	1 928,6	0 %
Fonds distincts	332,2	440,2	(25 %)	1 034,8	1 346,5	(23 %)
Total partiel	999,7	1 114,1	(10 %)	2 961,0	3 275,1	(10 %)
Dépôts – Fonds mutuels	248,9	260,8	(5 %)	723,4	1 046,8	(31 %)
Total	1 248,6	1 374,8	(9 %)	3 684,4	4 321,8	(15 %)

Les principaux éléments qui composent le revenu net de placements sont : le revenu de placements comme tel (dont les revenus d'intérêts, les dividendes et les revenus nets de la location d'immeubles), l'amortissement des gains et pertes réalisés et non réalisés sur les immeubles, les gains réalisés et les pertes subies sur disposition d'actifs disponibles à la vente et la variation de la valeur marchande des actifs détenus à des fins de transactions.

Depuis l'adoption des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, au début de l'année 2007, la comptabilisation des actifs détenus à des fins de transactions (autres que les immeubles) s'effectue selon la valeur marchande. Cette approche comptable peut entraîner une volatilité importante du revenu net de placements de période en période, puisque les variations de la valeur marchande de ces actifs touchent directement le revenu net de placements plutôt que d'être amorties à l'état des résultats, comme c'était le cas dans le passé. Il est toutefois important de se rappeler que ces variations de la valeur marchande sont en grande partie compensées par des variations correspondantes des provisions mathématiques, de sorte que leur incidence sur le bénéfice net est atténuée dans une large mesure.

Le revenu net de placements s'est élevé à 597,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, comparativement à un montant négatif de 393,7 millions de dollars au troisième trimestre de 2008. L'écart entre ces deux montants (qui représente une hausse de 990,9 millions de dollars) est essentiellement attribuable à l'appréciation du portefeuille d'actions, lequel a bénéficié de la croissance des marchés boursiers, et à celle du portefeuille d'obligations, conséquence du rétrécissement des écarts de taux d'intérêt survenue au cours du trimestre. Il est important de noter que la majorité des actions et obligations sont classifiées comme détenues à des fins de transactions et utilisées comme actifs sous-jacents aux provisions mathématiques. Pour cette raison, l'incidence de la hausse du revenu net de placements sur les résultats est en grande partie neutralisée par une augmentation correspondante des provisions mathématiques.

Pour les neuf premiers mois de 2009, le revenu net de placements est supérieur de 1 347,2 millions de dollars à celui enregistré au cours de la période correspondante en 2008. L'explication de cet écart réside encore une fois dans la fluctuation à la hausse des valeurs marchandes des actifs détenus à des fins de transactions. Les valeurs marchandes ont augmenté de 750,2 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, alors qu'elles avaient diminué de 475,5 millions de dollars au cours de la même période en 2008.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la composition du revenu net de placements.

Revenu net de placements				
(En millions de dollars)	Troisième trimestre		Cumulatif au 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Revenu de placements	167,8	100,8	434,9	322,9
Amortissement des gains (pertes) réalisés et non réalisés sur immeubles	4,8	3,5	14,8	11,0
Gains (pertes) réalisés sur actifs disponibles à la vente	2,8	(2,9)	5,3	2,7
Variation de la valeur marchande des actifs détenus à des fins de transactions	421,7	(495,0)	750,2	(475,5)
Variation des provisions pour pertes	0,1	(0,1)	(2,1)	(5,2)
Total	597,2	(393,7)	1 203,1	(144,1)

Les honoraires et autres produits sont constitués des honoraires liés à la gestion des fonds de placement (fonds distincts et fonds mutuels), des revenus tirés des contrats de services administratifs seulement (CSAS) ainsi que des honoraires provenant des filiales de courtage de la société. Les honoraires et autres produits ont diminué de 1,8 million de dollars au troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008 et de 23,2 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009 par rapport à la même période l'année précédente. Bien que l'indice du S&P/TSX ait connu une croissance de près de 10 % au troisième trimestre de 2009, l'actif moyen des fonds de placement sous gestion est demeuré moins élevé que l'an dernier en raison de la forte chute des valeurs boursières qui est survenue entre le 30 juin 2008 et le 31 mars 2009 (l'indice du S&P/TSX avait reculé de près de 40 % au cours de cette période).

Prestations sur contrats et charges

Les prestations sur contrats et charges s'élèvent à 1,6 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2009, ce qui représente une augmentation de 863,1 millions de dollars par rapport à la même période de 2008, tandis que, pour les neuf premiers mois de 2009, le montant atteint 4,2 milliards de dollars, en hausse de 1 055,4 millions de dollars par rapport aux neuf premiers mois de 2008. Les prestations sur contrats et charges sont constituées des éléments figurant au tableau suivant.

Prestations sur contrats et charges				
(En millions de dollars)	Troisième trimestre		Cumulatif au 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Variation des provisions mathématiques	584,7	(351,2)	1 129,5	(176,1)
Paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires	458,0	427,6	1 431,5	1 464,3
Transfert net aux fonds distincts	275,2	399,2	845,0	1 112,0
Commissions	133,6	138,6	382,8	402,8
Frais généraux	98,1	93,5	292,0	267,6
Autres	57,5	36,3	147,5	102,3
Total	1 607,1	744,0	4 228,3	3 172,9

Les provisions mathématiques ont augmenté de 584,7 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 alors qu'elles avaient diminué de 351,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, ce qui représente une augmentation de charge pour ce poste de 935,9 millions de dollars à l'état des résultats. Cette augmentation de charge reflète la hausse des valeurs marchandes des actifs sous-jacents et elle neutralise en bonne partie la hausse du revenu de placements lié à ces actifs. Pour les neuf premiers mois de 2009, l'augmentation de la charge liée à la variation des provisions mathématiques, par rapport à la période comparable l'an dernier, est de 1 305,6 millions de dollars.

On sait que la variation des provisions mathématiques évolue en fonction de plusieurs facteurs, dont l'augmentation des primes (effet à la hausse sur les provisions mathématiques), le rendement des actifs sous-jacents (effet à la hausse), les prestations engagées (effet à la baisse) et le transfert net aux fonds distincts (effet à la baisse). À cette liste de facteurs il faut aussi ajouter, depuis l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, au début de 2007, la variation de la valeur marchande des actifs sous-jacents aux provisions mathématiques (effet à la hausse ou à la baisse). L'incidence des nouvelles normes comptables sur la variation des provisions mathématiques n'a cependant que très peu de répercussions sur le bénéfice net étant donné qu'une variation correspondante du revenu net de placements est enregistrée à l'état des résultats, comme il a été expliqué auparavant.

Les paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires ont augmenté de 30,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2008, ce qui reflète l'évolution normale des affaires et l'augmentation du bloc d'affaires en vigueur. Par contre, pour les neuf premiers mois de 2009, les paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires ont diminué de 32,8 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par une diminution des rachats dans le secteur des Rentes collectives à la suite des bons résultats obtenus dans la conservation des groupes existants. Rappelons que les paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires comprennent les prestations versées à la suite de décès, d'invalidités, de maladies ou de résiliations de contrats, ainsi que les paiements de rentes.

Le montant net du transfert aux fonds distincts a diminué de 124,0 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2009 par rapport au trimestre correspondant l'an dernier et de 267,0 millions de dollars pour la période des neuf premiers mois de 2009 comparativement à la même période l'an dernier. Ces diminutions s'expliquent en bonne partie par la baisse des ventes de fonds distincts dans les secteurs de la Gestion de patrimoine individuel et des Rentes collectives en comparaison avec l'an dernier. Même si les marchés boursiers ont été en hausse au cours des derniers mois, le climat économique demeure fragile et les épargnants ont encore en mémoire la volatilité récente des marchés boursiers de sorte qu'ils ont été moins enclins à investir dans les fonds distincts depuis le début de 2009. On sait que le transfert net aux fonds distincts est constitué des montants retirés du fonds général pour être investis dans les fonds distincts, déduction faite des montants transférés des fonds distincts au fonds général. Le transfert net aux fonds distincts peut varier d'une période à une autre selon la demande des clients, ceux-ci privilégiant à certaines périodes les produits du fonds général, lesquels offrent habituellement des rendements garantis, tandis qu'à d'autres périodes ils sont davantage attirés par les produits des fonds distincts, dont le rendement fluctue en fonction des marchés. De plus, dans un secteur comme celui des Rentes collectives, les dépôts aux fonds distincts peuvent fluctuer de façon importante d'un trimestre à l'autre selon l'importance des mandats octroyés par certains groupes.

Les commissions versées ont diminué de 5,0 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et de 20,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009 comparativement aux périodes correspondantes de l'année précédente. Les commissions ont diminué au troisième trimestre principalement en raison de la baisse des ventes dans le secteur de l'Assurance collective des débiteurs (conséquence du ralentissement des ventes de véhicules automobiles au Canada) tandis que pour les neuf premiers mois de l'année, elles ont de plus diminué en raison de la baisse des ventes survenue au cours des deux premiers trimestres de 2009 dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel (conséquence de la baisse des marchés boursiers). Les commissions correspondent à la rémunération des conseillers financiers pour les nouvelles ventes et pour certains contrats en vigueur.

Les frais généraux ont augmenté de 4,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008, tandis qu'ils ont augmenté de 24,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'année par rapport à la période équivalente en 2008. Ces hausses s'expliquent principalement par les éléments suivants : les frais généraux du premier semestre de 2008 avaient été réduits à la suite d'un recouvrement de la taxe de vente; les frais liés aux différentes acquisitions réalisées en 2008 (lesquels s'ajoutent aux frais généraux de 2009); la campagne de publicité de la filiale d'assurance auto et habitation; et la hausse du nombre d'employés (résultat, notamment, des acquisitions).

Résultats financiers des huit derniers trimestres

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats financiers de l'Industrielle Alliance pour les huit derniers trimestres.

Données financières choisies								
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007
Produits	1 692,8	1 607,6	1 130,7	1 043,9	818,1	1 313,9	1 289,2	1 332,6
Bénéfice net								
Bénéfice net (perte nette) aux actionnaires ordinaires	60,1	32,1	46,2	(110,2)	51,2	63,4	61,7	63,1
Moins : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	1,1	(19,3)	7,5	7,8	0,3	1,1	(1,6)	(1,7)
Bénéfice net (perte nette) aux actionnaires ordinaires sur activités courantes	59,0	51,4	38,7	(118,0)	50,9	62,3	63,3	64,8
Bénéfice par action ordinaire								
De base	0,75 \$	0,40 \$	0,58 \$	(1,37 \$)	0,64 \$	0,79 \$	0,77 \$	0,79 \$
Dilué	0,74 \$	0,40 \$	0,58 \$	(1,37 \$)	0,63 \$	0,78 \$	0,76 \$	0,78 \$
Bénéfice par action ordinaire sur activités courantes								
De base	0,74 \$	0,64 \$	0,48 \$	(1,47 \$)	0,63 \$	0,78 \$	0,79 \$	0,81 \$
Dilué	0,73 \$	0,64 \$	0,48 \$	(1,47 \$)	0,63 \$	0,77 \$	0,78 \$	0,80 \$

Flux de trésorerie

Au troisième trimestre de 2009, les activités d'exploitation ont produit des flux de trésorerie positifs de 279,4 millions de dollars, en hausse de 65,2 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre équivalent de l'année précédente. Cette hausse reflète notamment l'évolution normale des activités et les variations des autres éléments d'actif et de passif. Il est à noter que l'augmentation de la charge liée à la hausse des provisions mathématiques au cours du trimestre et des neuf premiers mois de 2009 a été compensée en grande partie par la variation de la juste valeur des titres désignés « détenus à des fins de transactions ».

Les activités d'investissement ont quant à elles produit des flux de trésorerie négatifs de 330,0 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, comparativement à des flux négatifs de 99,7 millions de dollars au même trimestre l'année précédente, ce qui représente un écart de 230,3 millions de dollars. Cet écart découle principalement d'achats nets de titres boursiers et obligataires par rapport au troisième trimestre de 2008.

Au chapitre des activités de financement, les flux de trésorerie pour le troisième trimestre de 2009 ont été négatifs pour un montant de 21,7 millions de dollars, ce qui représente un écart de 86,3 millions de dollars par rapport à des flux positifs de 64,6 millions de dollars comptabilisés au trimestre correspondant l'an dernier. Cet écart s'explique par le fait qu'aucuns frais d'émission de débetures n'ont été encourus au troisième trimestre de 2009 contrairement à ce qui s'était passé au troisième trimestre de 2008.

Au total, pour la période des neuf premiers mois de l'année 2009, les flux de trésorerie ont diminué de 59,1 millions de dollars alors qu'ils avaient augmenté de 102,4 millions de dollars au cours de la période correspondante en 2008. Cet écart de 161,5 millions de dollars reflète essentiellement le cours normal des activités d'exploitation, d'investissement et de financement au cours de ces périodes.

Flux de trésorerie				
(En millions de dollars)	Troisième trimestre		Cumulatif au 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	279,4	214,2	602,4	441,0
Investissement	(330,0)	(99,7)	(684,5)	(357,7)
Financement	(21,7)	64,6	30,3	18,1
Gain (perte) de change sur trésorerie et équivalents de trésorerie	(4,5)	1,0	(7,3)	1,0
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(76,8)	180,1	(59,1)	102,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	276,2	284,1	258,5	361,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	199,4	464,2	199,4	464,2

Liquidités

Les entrées de fonds liées à l'exploitation, notamment les primes, les revenus nets de placements ainsi que les honoraires de gestion et autres produits, constituent la principale source de capitaux de la société. Ces capitaux servent principalement à payer les prestations aux titulaires de polices et aux bénéficiaires, les participations attribuées aux titulaires de polices avec participation, les commissions, les frais d'exploitation, les intérêts débiteurs et les dividendes aux actionnaires. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont généralement affectés aux versements qui devront être effectués ultérieurement, y compris le paiement des dividendes aux actionnaires. Afin d'honorer ses engagements, la société s'assure de maintenir un niveau prudent de liquidités en détenant une bonne proportion de titres facilement négociables et en exerçant une gestion rigoureuse de la trésorerie et de l'appariement.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la société ne prévoit pas que son niveau de liquidités puisse devenir un enjeu préoccupant à plus ou moins long terme. En raison de la nature même de ses activités et de sa politique d'appariement, la société se trouve régulièrement en position de flux monétaires positifs. C'est donc dire que les entrées de fonds sont régulièrement supérieures aux sorties de fonds.

Dans un scénario extrême, où la société devrait racheter tous les contrats donnant droit à un rachat, les actifs facilement réalisables, qui représentent les sources de liquidités, couvriraient près de deux fois les besoins de liquidités. Ainsi, le ratio de liquidités, selon ce scénario extrême, s'élevait à 187 % au 30 septembre 2009 (183 % au 30 juin 2009).

Par ailleurs, compte tenu des conditions de liquidités difficiles qu'ont récemment connues les marchés financiers, la société a effectué des simulations additionnelles pour tenir compte d'un niveau de liquidités moindre pour certaines catégories d'actifs qui sont normalement considérés comme très liquides. Selon ce scénario encore plus exigeant, le ratio de liquidités atteignait 140 % au 30 septembre 2009 (133 % au 30 juin 2009).

Il est à noter par ailleurs qu'au 30 septembre 2009, la société disposait de marges de crédit d'exploitation totalisant 100,2 millions de dollars (soit le même montant qu'au 30 juin 2009 et qu'au 31 décembre 2008). De ces marges de crédit, un montant de 15,3 millions de dollars était utilisé au 30 septembre 2009. Les marges de crédit de la société ont pour but de faciliter le financement de ses activités et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

Instruments financiers hors bilan

La société détient des contrats swaps dont les échanges de flux monétaires sont calculés à partir d'un montant nominal de référence de 870,8 millions de dollars au 30 septembre 2009 (807,4 millions de dollars au 30 juin 2009 et 741,1 millions de dollars au 31 décembre 2008). Ces contrats sont utilisés principalement pour l'appariement de la police universelle ainsi que pour la gestion des risques de crédit et de devises.

Le risque de crédit courant lié aux contrats swaps, qui correspond aux montants qui sont payables à la société par les différentes contreparties au 30 septembre 2009, s'élève à 15,3 millions de dollars. Ce montant fluctue d'une période à une autre, selon l'évolution des taux d'intérêt et des marchés boursiers. À titre d'exemple, il se situait à 11,6 millions de dollars au 30 juin 2009 et à 16,6 millions de dollars au 31 décembre 2008.

Le risque de crédit futur lié à ces contrats – correspondant au montant que les contreparties pourraient éventuellement devoir à la société selon différents scénarios de marchés – était de 27,1 millions de dollars au 30 septembre 2009 (26,5 millions de dollars au 30 juin 2009 et 28,7 millions de dollars au 31 décembre 2008). Il convient de préciser que toutes les contreparties avec lesquelles la société a signé de tels contrats sont des institutions financières de qualité AA- et plus.

Opérations entre apparentés

Il n'y a eu aucune opération entre apparentés significative à signaler au cours du troisième trimestre de 2009.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du troisième trimestre ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La note 2 des états financiers consolidés vérifiés de l'année 2008, aux pages 81 à 87 du rapport annuel 2008, contient les principales conventions comptables utilisées par la société.

Ces conventions comptables exigent que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif présentés, la divulgation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants présentés à titre de produits, de prestations sur contrats et de charge durant l'exercice. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction. Les estimations les plus importantes consistent à déterminer les passifs relatifs aux polices, les avantages sociaux futurs, les justes valeurs des placements ainsi que le test de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs intangibles.

Aucune modification n'a été apportée aux conventions comptables utilisées par la société pour la période, à l'exception de celles décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, intitulée « Modifications dans les conventions comptables », à la section « Incidences des modifications dans les conventions comptables ».

De plus, le détail des modifications comptables à venir est présenté à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, intitulée « Modifications dans les conventions comptables », à la section « Modifications comptables à venir ».

Normes internationales d'information financière

La société adoptera les nouvelles Normes internationales d'information financière (« IFRS ») le 1^{er} janvier 2011 et produira ses premiers états financiers selon les IFRS à compter du premier trimestre de 2011, y compris les données comparatives. Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que toutes les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes au Canada devront adopter les IFRS, en remplacement des PCGR, pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011.

Un plan de conversion a été élaboré, lequel comporte trois phases, soit : 1) la détermination des risques; 2) la mise en place des nouvelles normes; et 3) la conversion.

La société poursuit le travail de mise en place des nouvelles normes. Elle continue actuellement le travail d'analyse et d'évaluation des normes identifiées lors de la phase de détermination des risques. Cette analyse inclut les options d'adoption initiale et de transition provenant de la norme IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d'information financière*. Tant que la société n'a pas terminé l'analyse et l'évaluation des différentes normes, elle ne peut en déterminer l'incidence sur sa situation financière et sur ses résultats futurs. De plus, la société n'a pas encore choisi les conventions comptables qu'elle appliquera.

À titre d'assureur, une des clés importantes du plan de conversion est la classification des contrats d'assurance selon la définition de la norme IFRS 4, *Contrats d'assurance*. Sur la base du travail d'analyse effectué jusqu'à maintenant concernant la classification des contrats d'assurance, la société ne prévoit pas d'incidence importante sur les états financiers. Cependant, les décisions finales restent à venir.

La phase II de la norme IFRS 4, *Contrats d'assurance*, qui traite de l'évaluation et de la reconnaissance des contrats d'assurance, est en cours de conception et ne sera probablement pas en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Conséquemment, à l'adoption des IFRS, la société continuera d'évaluer les provisions mathématiques selon la méthode canadienne axée sur le bilan. Selon cette méthode, l'évaluation des provisions mathématiques est fondée sur la valeur comptable des actifs appariés.

Dans tout le processus d'analyse, la société surveille les modifications apportées aux IFRS, considérant que ces changements pourraient avoir une incidence sur les décisions préliminaires de la société.

De plus, la société continue de former son personnel par l'entremise de formations à l'externe ainsi que de présentations et ateliers à l'interne, selon la progression de l'analyse des normes.

Tant que le processus n'est pas terminé, l'incidence globale de l'adoption des IFRS sur la situation financière et les résultats futurs de la société ne peut être raisonnablement établie.

MISE EN GARDE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2009, la société n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur ses activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société publie son information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). De plus, la société utilise, à l'occasion, certaines mesures financières non conformes aux PCGR – données ajustées ou données sur les activités courantes – touchant, notamment, le bénéfice, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont toujours clairement indiquées, accompagnées des mesures financières conformes aux PCGR et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. La société est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs et aux analystes financiers afin qu'ils puissent mieux comprendre les résultats financiers et effectuer une meilleure analyse du potentiel de croissance et de rentabilité de la société. Ces mesures financières non conformes aux PCGR présentent une autre façon d'évaluer des aspects des activités de la société et peuvent faciliter la comparaison des résultats d'une période par rapport à une autre. Comme les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par d'autres sociétés. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. À noter que les données relatives au ratio de solvabilité, à la valeur intrinsèque et à la valeur ajoutée des ventes, ainsi que, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les données ajustées ou les données sur les activités courantes ne sont pas assujetties aux PCGR.

Énoncés prospectifs

Ce rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs sur les activités, les objectifs et les stratégies de l'Industrielle Alliance, ainsi que sur la situation financière de la société et son rendement. De façon générale, on peut reconnaître, mais pas toujours, la nature prospective de tels énoncés à l'usage de mots tels que « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « être d'avis », « continuer » ou d'autres expressions semblables, dans leur forme affirmative, négative ou conditionnelle. Sauf indication contraire, toute information prospective présentant des résultats prospectifs sur les activités, la situation financière ou les flux de trésorerie a été approuvée par la direction à la date du présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs comportent des risques ainsi que des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de l'Industrielle Alliance s'écartent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou suggérés dans les énoncés prospectifs. Parmi les facteurs susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels et les résultats prévisionnels de la société, mentionnons l'évolution de la réglementation gouvernementale ou des lois fiscales, la concurrence, l'évolution technologique, les marchés financiers mondiaux, les taux d'intérêt, l'évolution des données démographiques, les fluctuations de la demande et les changements de comportement des consommateurs à l'égard des produits et des services de la société, la survenance d'événements catastrophiques et les conditions économiques générales au Canada ou ailleurs dans le monde. Les lecteurs trouveront une description des facteurs importants qui pourraient influencer sur les énoncés prospectifs dans le rapport de gestion du plus récent rapport annuel de l'Industrielle Alliance. Cette liste de facteurs ne contient pas tous ceux qui pourraient avoir une influence sur quelque énoncé prospectif que ce soit de l'Industrielle Alliance. Ces facteurs et d'autres doivent être analysés de près et les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de l'Industrielle Alliance. Lorsque des énoncés prospectifs sont par ailleurs donnés à titre indicatif sur les résultats financiers futurs de l'Industrielle Alliance, ils ont pour but d'aider les investisseurs à comprendre l'incidence des plans et des objectifs actuels de la société sur son bénéfice. La société peut également faire part d'objectifs de temps à autre. Un objectif doit être interprété comme un énoncé sur les buts visés par la direction dans sa gestion de la société, et non comme une prévision que l'objectif sera atteint. L'Industrielle Alliance ne s'engage nullement à réviser ces énoncés prospectifs ni à en publier une mise à jour pour tenir compte d'événements, de circonstances ou de faits postérieurs à la date du présent rapport de gestion, qu'ils soient prévisibles ou non, à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de l'Industrielle Alliance sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse www.inalco.com, dans la section *Relations avec les investisseurs*, sous *Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, de même que dans la notice annuelle de la société, que l'on peut trouver sur le site de la société ou sur le site SEDAR.

Conférence téléphonique

La direction tiendra une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le mercredi 4 novembre 2009, à 14 h (HAE). Pour écouter la conférence téléphonique, il suffira de composer le 1 800 933-2547 (sans frais). La conférence téléphonique sera également disponible en différé, pendant une semaine, à compter de 16 h 30 le mercredi 4 novembre 2009. Pour écouter la conférence téléphonique en différé, il suffira de composer le 1 800 558-5253 (sans frais) et d'entrer le code d'accès 21434508. Une webdiffusion de la conférence téléphonique (en mode audio seulement) sera également disponible à partir du site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse www.inalco.com, de même qu'à partir du site de CNW, à l'adresse www.cnw.ca.

À propos de l'Industrielle Alliance

Fondée en 1892, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes qui offre une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de REER, de fonds mutuels et de fonds distincts, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Quatrième société d'assurance de personnes en importance au Canada, l'Industrielle Alliance est à la tête d'un grand groupe financier, présent dans toutes les régions du pays de même que dans l'ouest des États-Unis. L'Industrielle Alliance contribue au mieux-être financier de plus de 3 millions de Canadiens et de Canadiennes, emploie plus de 3 400 personnes et administre et gère un actif de plus de 56 milliards de dollars. Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto, sous le symbole IAG. L'Industrielle Alliance compte parmi les 100 sociétés publiques les plus importantes au Canada.

Notes

- 1) Les ventes (nouvelles affaires) sont définies de la façon suivante pour chacun des secteurs d'activité : Assurance individuelle : primes annualisées de première année; Gestion de patrimoine individuel : primes pour le fonds général et les fonds distincts et dépôts pour les fonds mutuels; Assurance collective pour les régimes d'employés : primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (contrats de services administratifs seulement); Assurance collective des débiteurs : primes brutes (primes avant réassurance); Assurance collective pour les marchés spéciaux (SMG) : primes; Rentes collectives : primes.

- 30 -

Information : Jacques Carrière
Vice-président, Relations avec les investisseurs
Tél. bureau : 418 684-5275
Cellulaire : 418 576-3624
Courriel : jacques.carriere@inalco.com
Site Internet : www.inalco.com

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
	(non vérifié)			
Produits				
Primes	1 000	1 114	2 961	3 275
Revenu net de placements	597	(394)	1 203	(144)
Honoraires et autres produits	96	98	267	290
	1 693	818	4 431	3 421
Prestations sur contrats et charges				
Paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires	458	427	1 432	1 464
Transfert net aux fonds distincts	275	399	845	1 112
Participations, ristournes et intérêts sur sommes en dépôt	24	20	40	49
Variation des provisions mathématiques	584	(351)	1 129	(176)
	1 341	495	3 446	2 449
Commissions	134	139	383	403
Taxes sur primes et autres taxes	16	16	47	46
Frais généraux	98	94	292	268
Charges de financement	18	---	60	7
	1 607	744	4 228	3 173
Bénéfice avant impôts	86	74	203	248
Moins : impôts	23	21	54	65
Bénéfice net	63	53	149	183
Moins : bénéfice net attribué aux contrats avec participation	---	1	1	3
Bénéfice net attribué aux actionnaires	63	52	148	180
Moins : dividendes sur actions privilégiées	3	1	10	4
Bénéfice net disponible aux actionnaires ordinaires	60	51	138	176
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)				
de base	0,75	0,64	1,72	2,20
dilué	0,74	0,63	1,72	2,17

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2009	Au 31 décembre 2008	Au 30 septembre 2008
	\$ (non vérifié)	\$	\$ (non vérifié)
Actif			
Placements			
Obligations	9 030	7 942	7 575
Prêts hypothécaires	3 412	3 508	3 406
Actions	1 785	1 340	1 588
Immeubles	644	630	519
Avances sur contrats	374	320	305
Trésorerie et équivalents de trésorerie	199	259	464
Autres placements	368	397	376
	15 812	14 396	14 233
Autres éléments d'actif	636	547	582
Actifs incorporels	361	357	323
Écart d'acquisition	111	115	131
Actif total du fonds général	16 920	15 415	15 269
Actif net des contrats de fonds distincts	10 970	8 924	9 830
Passif			
Passifs relatifs aux polices			
Provisions mathématiques	12 923	11 853	11 563
Provisions pour participation aux bénéfices et bonifications	49	56	48
Prestations payables et provisions pour sinistres non déclarés	148	156	160
Sommes des contrats en dépôt	205	185	192
	13 325	12 250	11 963
Autres éléments de passif	678	648	642
Impôts futurs	340	236	312
Gains nets réalisés	9	10	10
Déventures	524	386	403
Comptes des contrats avec participation	28	27	27
	14 904	13 557	13 357
Capitaux propres			
Capital-actions	767	765	666
Surplus d'apport	22	19	19
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	1 227	1 074	1 227
	2 016	1 858	1 912
Passif et capitaux propres totaux du fonds général	16 920	15 415	15 269
Passif des contrats de fonds distincts	10 970	8 924	9 830

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2009 et 2008 (non vérifié)
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Information sectorielle

La société exerce principalement ses activités dans un grand secteur, celui de l'assurance de personnes, et offre des produits d'assurance de personnes individuels et collectifs, des régimes d'épargne et de retraite et des fonds distincts. La société exerce aussi des activités de fonds mutuels, de courtage en valeurs mobilières et de fiducie. Ces dernières activités sont principalement liées au secteur de la Gestion de patrimoine individuel et sont présentées sous ce secteur avec les rentes individuelles. La société exerce ses activités principalement au Canada et les activités hors Canada ne sont pas significatives.

Résultats sectoriels

	Trimestre terminé le 30 septembre 2009 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
Produits						
Primes	239	282	248	195	36	1 000
Revenu net de placements	444	34	32	86	1	597
Honoraires et autres produits	3	79	1	8	5	96
	686	395	281	289	42	1 693
Charges						
Coût des engagements auprès des assurés	541	80	195	228	22	1 066
Transfert net aux fonds distincts	---	228	---	47	---	275
Commissions, frais généraux et autres charges	102	69	72	8	15	266
	643	377	267	283	37	1 607
Bénéfice avant impôts	43	18	14	6	5	86
Moins : impôts	11	5	4	1	2	23
Bénéfice net avant répartition des autres activités	32	13	10	5	3	63
Répartition des autres activités	3	---	---	---	(3)	---
Bénéfice net	35	13	10	5	---	63
Attribué aux actionnaires	35	13	10	5	---	63
Attribué aux contrats avec participation	---	---	---	---	---	---

	Trimestre terminé le 30 septembre 2008 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
Produits						
Primes	235	258	248	340	33	1 114
Revenu net de placements	(408)	16	6	(4)	(4)	(394)
Honoraires et autres produits	(3)	83	2	7	9	98
	(176)	357	256	343	38	818
Charges						
Coût des engagements auprès des assurés	(291)	41	166	159	21	96
Transfert net aux fonds distincts	---	223	---	176	---	399
Commissions, frais généraux et autres charges	85	69	76	7	12	249
	(206)	333	242	342	33	744
Bénéfice avant impôts	30	24	14	1	5	74
Moins : impôts	8	7	3	---	3	21
Bénéfice net avant répartition des autres activités	22	17	11	1	2	53
Répartition des autres activités	2	---	---	---	(2)	---
Bénéfice net	24	17	11	1	---	53
Attribué aux actionnaires	23	17	11	1	---	52
Attribué aux contrats avec participation	1	---	---	---	---	1

* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2009 et 2008 (non vérifié)
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Information sectorielle (suite)

Résultats sectoriels (suite)

	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total
	Vie et maladie	Gestion de patrimoine	Vie et maladie	Rentes	Autres activités*	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits						
Primes	697	870	718	573	103	2 961
Revenu net de placements	810	90	77	222	4	1 203
Honoraires et autres produits	10	219	6	22	10	267
	1 517	1 179	801	817	117	4 431
Charges						
Coût des engagements auprès des assurés	1 100	280	563	586	72	2 601
Transfert net aux fonds distincts	---	655	---	190	---	845
Commissions, frais généraux et autres charges	303	206	208	27	38	782
	1 403	1 141	771	803	110	4 228
Bénéfice avant impôts	114	38	30	14	7	203
Moins : impôts	28	11	9	3	3	54
Bénéfice net avant répartition des autres activités	86	27	21	11	4	149
Répartition des autres activités	4	---	---	---	(4)	---
Bénéfice net	90	27	21	11	---	149
Attribué aux actionnaires	89	27	21	11	---	148
Attribué aux contrats avec participation	1	---	---	---	---	1

	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total
	Vie et maladie	Gestion de patrimoine	Vie et maladie	Rentes	Autres activités*	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits						
Primes	687	925	711	857	95	3 275
Revenu net de placements	(310)	60	42	67	(3)	(144)
Honoraires et autres produits	1	249	7	22	11	290
	378	1 234	760	946	103	3 421
Charges						
Coût des engagements auprès des assurés	8	162	506	589	72	1 337
Transfert net aux fonds distincts	---	786	---	326	---	1 112
Commissions, frais généraux et autres charges	255	209	209	22	29	724
	263	1 157	715	937	101	3 173
Bénéfice avant impôts	115	77	45	9	2	248
Moins : impôts	29	22	10	2	2	65
Bénéfice net avant répartition des autres activités	86	55	35	7	---	183
Répartition des autres activités	---	---	---	---	---	---
Bénéfice net	86	55	35	7	---	183
Attribué aux actionnaires	83	55	35	7	---	180
Attribué aux contrats avec participation	3	---	---	---	---	3

* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2009 et 2008 (non vérifié)
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Information sectorielle (suite)

Actif sectoriel du fonds général

	Au 30 septembre 2009 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
Actif						
Placements	8 683	1 953	1 712	3 166	298	15 812
Autres éléments d'actif	219	172	98	45	102	636
Actifs incorporels	46	311	3	1	---	361
Écart d'acquisition	46	45	20	---	---	111
Total	8 994	2 481	1 833	3 212	400	16 920

	Au 31 décembre 2008					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
Actif						
Placements	7 915	1 776	1 488	2 981	236	14 396
Autres éléments d'actif	158	147	83	47	112	547
Actifs incorporels	42	312	2	1	---	357
Écart d'acquisition	49	46	20	---	---	115
Total	8 164	2 281	1 593	3 029	348	15 415

	Au 30 septembre 2008 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
Actif						
Placements	7 830	1 804	1 463	2 934	202	14 233
Autres éléments d'actif	179	151	83	60	109	582
Actifs incorporels	9	311	2	1	---	323
Écart d'acquisition	84	27	20	---	---	131
Total	8 102	2 293	1 568	2 995	311	15 269

* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies